

Fabien Roussel
réponse au Premier ministre pour le groupe GDR
à la suite de sa déclaration de politique générale du
mercredi 12 juin 2019

Monsieur le Premier Ministre,

Le cap que vous venez de définir ne vas pas répondre aux urgences de notre pays ni à la majorité de nos concitoyens.

Alors voilà à l'opposé, la déclaration de politique générale que nous vous proposons.

D'abord l'urgence pour notre industrie menacée:

Il faut envoyer un signal fort, solennel et tout faire pour que la France ne laisse plus tomber une seule de ses usines !

General Electric, Whirlpool Amiens, Arjowiggins, Renault, Ford Blanquefort, Ascoval... ces piliers de notre industrie sont stratégiques pour notre pays. Ils doivent faire l'objet d'une décision spéciale et d'une intervention directe de l'Etat.

Avec nous, l'industrie et les circuits courts deviendront une priorité nationale, un enjeu de souveraineté, tant pour notre économie que pour relever le défi climatique. Car un pays sans industrie est un pays sans avenir.

Et quand on produit local, c'est bon pour l'emploi mais aussi pour le climat.

Nous définirons ainsi une politique industrielle ambitieuse pour notre pays. Des filières stratégiques seront protégées, à l'opposé du pillage et de la vente de nos bijoux de famille à des fonds de pensions !

C'est pourquoi nous ferons gagner du temps et de l'argent aux français en annulant la privatisation d'ADP et de la Française des Jeux.

ADP est stratégique pour notre pays, pour notre compagnie nationale, pour notre sécurité et même pour tenir nos engagements climatiques! Vous n'êtes vraiment pas à la page en voulant le privatiser. L'urgence, c'est aussi la santé. C'est pourquoi nous mettrons en place immédiatement un plan en faveur de nos hôpitaux publics et de nos EPHAD, sans oublier les Outre Mer, où la situation sanitaire est aussi alarmante.

D'abord en revenant sur toutes les fermetures de lits, de services d'urgences, de maternité organisés depuis votre arrivée au pouvoir ! Ensuite en y mettant les moyens financiers avec un plan d'embauche pour répondre aux besoins: il manque au moins 100 000 emplois, à pourvoir au plus vite !

L'urgence c'est le pouvoir d'achat, c'est la lutte contre la vie chère, en Métropole comme en Outre Mer :

Nous proposerons, au 1er juillet, une hausse de 20% du SMIC, en deux ans, dans le privé comme dans le public.

Et nous mettrons en place dès cet été une conférence nationale des salaires pour que l'ensemble des salariés en bénéficient.

La hausse des salaires doit venir des entreprises et non pas de nos impôts comme vous le faites !

Car c'est toujours les classes moyennes qui paient !

Nous disons que les grandes entreprises en ont les moyens, elles qui distribuent aussi généreusement les dividendes aux actionnaires : 57 milliards d'euros en 2018 pour celles du CAC 40, en hausse de 12%.

Ces entreprises-là, lit-on dans la presse, « ont enfin tourné la page de la crise financière ». Il est grand temps que leurs salariés puissent le faire eux-aussi.

Quant aux petites et moyennes entreprises, elles bénéficieront enfin d'un accompagnement de l'Etat, réel, y compris dans leurs investissements grâce à un pôle public bancaire qui prêtera à taux 0% en fonction de leurs engagements pour l'emploi et la planète. Rien à voir avec vos aides publiques et vos exonérations de cotisations tous azimut que vous distribuez allègrement, sans contrepartie, aux pollueurs, aux Géants du numérique, aux Carrefour, Auchan et consorts qui licencient malgré tout !

Nous proposerons aux partenaires sociaux de créer le CDI du 21ème siècle, intégrant la formation et digne d'un vrai contrat de travail.

Ce sera autre chose que vos CDD, vos contrats UBER ou Intérimaires qui précarisent encore plus les femmes, les jeunes, les salariés.

Nous ferons rimer « travail » avec « sécurité » et « dignité » au lieu de « précarité » et « pauvreté » comme vous le faites !

La justice pour tous, c'est aussi la justice pour les plus fragiles, comme pour nos retraités.

Nous déciderons d'aligner au niveau du SMIC les allocations de solidarité en faveur des plus démunis, des personnes handicapées, des retraités pour que plus personne ne vive en dessous du seuil de pauvreté.

Nous mettons en chantier une réforme des retraites pleinement innovante, à la hauteur des enjeux de notre siècle.

Nous fixerons comme objectif une pension accessible dès 60 ans, avec 75% de son dernier salaire ou au niveau du SMIC.

Nous préférons offrir une nouvelle vie aux retraités et permettre aux jeunes de les remplacer plutôt que de leur promettre de travailler plus comme vous le faites.

Au MEDEF comme chez vous, le dogme c'est « Travaillez plus », alors que nous sommes au 21ème siècle, à l'ère des robots et avec 5,5 millions de chômeurs !

L'urgence, elle est aussi démocratique :

Et nous voulons y répondre sans tourner autour du pot !

Tout le monde est d'accord pour mettre en place un référendum d'initiative citoyenne. Cela doit se faire vite et de manière accessible.

Mais l'enjeu, c'est aussi de renforcer le pouvoir du Parlement.

Nous mettons en place une assemblée constituante pour écrire, avec nos concitoyens, la nouvelle République tant attendue et tourner la page de la monarchie présidentielle. Nous mettons les citoyens au centre de la république, les citoyens et la commune comme l'échelon principal de la démocratie, le premier service public de France.

Enfin nous répondrons à l'exigence de justice fiscale par la révolution fiscale : elle est indispensable pour financer les mesures d'urgences que je viens d'évoquer.

D'abord nous rétablirons l'ISF et nous annulerons une série de mesures et niches fiscales coûteuses telles que le CICE, le crédit impôts recherche, la flat tax, la niche Coppé. Il y a là au bas mot 50 milliards à récupérer...

Et nous mettrons en place un impôt juste, progressif, sur tous les revenus, y compris ceux du capital.

Pour que les gros paient gros et que les petits paient petit; pour que les richesses que nous produisons soient plus justement réparties.

Nous déciderons de mener une lutte sans merci contre la fraude et l'évasion fiscale et d'en faire une grande cause nationale, de l'inscrire dans notre Constitution. Pas besoin d'un énième rapport. La triche est là, sous vos yeux !

Le manque à gagner pour notre pays est compris entre 80 et 100 milliards d'euros.

Avec une liste réelle des paradis fiscaux, avec le prélèvement à la source des bénéfices des multinationales, avec plus de moyens humains à Bercy, à la justice et avec la case prison assurée pour tous les corrompus et les délinquants en col blanc, je peux vous assurer que nous allons changer de braquet dans ce domaine !

En mettant tout en œuvre pour récupérer de telles sommes, nous aurons ainsi des ressources nouvelles pour nos services publics, pour nos écoles, pour une audacieuse politique de la mer digne de notre rang de 2ème puissance maritime mais aussi pour enclencher la transition écologique.

Car l'urgence, c'est aussi et surtout le climat:

Nous proposons de revenir sur la privatisation de la SNCF et de baisser la TVA sur les transports collectifs.

Là où vos choix conduisent à la fermeture de petites lignes et à la multiplication des cars et des camions sur la route, nous, nous prônons un doublement du fret ferroviaire et la gratuité des transports en commun partout où c'est possible.

Nous proposons d'engager un vaste plan de rénovation thermique des bâtiments, au rythme de 500 000 par an, en y mettant les financements publics correspondants.

Enfin nous voulons répondre au problème de la vie chère. J'ai parlé des salaires, du travail, de la solidarité.

Mais il y a des factures qui ne cessent d'augmenter !! Et la hausse de 5,9% sur leur facture d'électricité, la plus importante depuis la privatisation d'EDF est insupportable !!

D'autant que depuis 2003, les actionnaires ont touché 21,3 milliards d'euros. L'exaspération fiscale des Français, elle vient surtout de là, de ce sentiment d'être pris sans cesse pour des vaches à lait, quand une infime minorité s'en met plein les poches. Nous reviendrons sur cette hausse et nous baisserons immédiatement la TVA sur l'électricité pour la ramener à 5,5%, comme pour de nombreux produits de première nécessité.

Monsieur le Premier ministre,

Oui le capitalisme est à bout de souffle. Mais vous ne proposez rien d'autre que d'y rester ! Le chemin que vous nous proposez a été mille fois parcouru. Il nous conduit à une impasse, pour nous comme pour la planète !

Nous voulons sortir de ce chemin, du dogme de la concurrence libre et non faussée. Nous voulons protéger la planète, partager les richesses, et mettre le bonheur de chaque citoyen au cœur de la République !

Voilà notre projet, aux antipodes de ce que vous venez de nous présenter. C'est pourquoi nous refusons de vous accorder notre confiance.